



Démocratie Découragée: Les observateurs internationaux et les élections haïtiennes de 2015

19 Septembre 2016

Résumé Exécutif avec recommandations

Les élections 2015 en Haïti représentent un échec monumental de l'observation électorale internationale. Avec la Présidence, deux-tiers du Sénat et l'entière Chambre des Députés en danger, les élections étaient cruciales pour le future politique d'Haïti. Au lieu d'évaluer les votes selon les standards internationaux d'élections démocratiques, les missions d'observation de l'Organisation des Etats Américains (OEA) et l'Union Européenne (UE) ont sous-estimé, minimisé et obscuré avec consistance les graves erreurs et violations des droits des électeurs qui se sont produit. Malgré les preuves évidentes de fraude, violence et d'irrégularités, les observateurs de l'OEA et l'UE ont opposé les appels pour une vérification indépendante et ont défendu l'intégrité des résultats des élections. La position des observateurs internationaux reflètent minutieusement celle des Etats Unis et d'autres grandes nations donateurs, ce qui soulève des doutes concernant la neutralité et l'indépendance de ces missions. Dans l'ensemble, la présence de l'observation de l'OEA et l'UE ont aggravée la crise électorale d'Haïti et cela rend une issue démocratique moins, plutôt que plus, probable.

Le 9 Août, 2016, les élections législatives ont été marquées par des incidents de fraude répandue, par la violence et intimidation des électeurs. En conséquence, les votes ont été annulés, et près d'un quart de toutes les feuilles de pointages ont été détruits, perdus ou exclus des résultats finaux. Le jour du scrutin, des inquiétudes et manque d'organisation ont conduit à un faible taux de participation (18 pour cent) et la privation des droits de nombreux électeurs. A l'exception de quelque rares cas, les policiers stationnés dans les centres de vote ne sont pas intervenus pour arrêter les actes de violences et d'autres perturbations, soulevant des questions à savoir si les policiers avaient reçu un ordre de leurs supérieurs de s'en retirer.

Le 25 Octobre, 2015, la plupart des électeurs sont restés à l'écart des sondages, à cause de l'apathie ou la peur inspirée par le violent et chaotique vote du 9 Août. Les centres de vote ont été plutôt peuplés avec des observateurs de partis politiques (mandataires), qui jettent plusieurs votes frauduleux en utilisant des accréditations vierges qui leur ont permis de voter sans être sur la liste électorale. Ces accréditations vierges ont été illégalement achetées et vendues avant le jour du scrutin après que le Conseil Electoral Provisoire (CEP) a distribué près de 1 million d'entre eux

pour les partis politiques et les groupes d'observateurs. Les votes des mandataires et les votes lancés sans documentation appropriée représentaient 40 pour cent du total des votes et ont eu une influence décisive sur les élections présidentielles, législatives et municipales.

Contrairement aux observateurs Haïtiens qui ont vivement dénoncé les élections du 9 Août et du 25 Octobre, les missions d'observation de l'OEA et de l'UE ont décrit les élections comme un exercice réussi de la démocratie. Selon les deux missions, les élections du 9 Août ont été marquées que par des incidents isolés de violence et les élections du 25 Octobre ont connu que des irrégularités mineures, dont aucune ont influencé de manière significative les résultats électoraux. Les chefs des missions internationales ont dit aux journalistes que le jour du scrutin avait déroulé dans la « normalité quasi-totale » ce 9 Août et celui du 25 Octobre représente « un souffle d'espoir pour la démocratie haïtienne. »

Cet éloge est élevée à l'aveuglement volontaire de la part des missions de l'OEA et de l'UE, comme ils ont négligé les comptes bien documentés de fraude, de violence et d' irrégularités produites par des observateurs Haïtiens et corroborées par les rapports des journalistes locaux et internationaux. Encore plus inquiétant, les deux missions ont ignorées des preuves de violence le jour des élections et des irrégularités de leurs propres observateurs. Un quart des observateurs de l'OEA ont été obligés de se retirer en raison de la violence dans les bureaux de vote ce 9 Août, alors que les troubles à certains bureaux de vote étaient si graves que les observateurs de l'UE ne pouvaient pas quitter leurs véhicules. Les missions d'observation de l'UE et de l'OEA étaient au courant des risques que la distribution massive d'accréditations vierges de la part du CEP comportait avant le 25 Octobre, mais néanmoins ils ont ignoré le commerce du marché noir des accréditations et ont nié l'ampleur du vote multiple des mandataires.

L'endossement des élections du 25 Octobre de la part des observateurs de l'UE et l'OEA a amoindri les efforts des Haïtiens dans la lutte contre les irrégularités. Des manifestations massives appelant à une vérification du vote ont éclaté après le 25 Octobre, soutenu par des observateurs Haïtiens, des groupes de la société civile, les organisations populaires et les partis d'opposition. La crise électorale a abouti à la suspension indéfinie des élections le 22 Janvier 2016 et à la formation d'un gouvernement intérimaire. Deux commissions officielles, la Commission Electorale d'Evaluation Indépendante (CEEI) et la Commission Indépendante pour l'Evaluation et la Vérification des Elections (CIEVE), ont été nommés pour enquêter sur les allégations de fraude. Cette dernière a conclu que la course présidentielle devrait être recommencée.

A chaque étape, les observateurs de l'OEA et de l'UE ont demandé que les élections continuent malgré les résultats entachés et ils ont opposé les vérifications des irrégularités. Face à des preuves croissantes qu'une masse de votes frauduleux ont été exprimés avec des accréditations illégalement achetées ont déformées les résultats des élections, l'OEA a finalement reconnu que des «irrégularités» (mais pas la fraude) impliquant les mandataires étaient devenus « une source de préoccupation» (6 Novembre) et eu «générés des problèmes» (7 Janvier). La mission de l'UE est restée intransigeante, déformant alternativement les conclusions ou attaquant la crédibilité de la CEEI et la CIEVE. Les deux missions ont défendu avec consistance l'intégrité des résultats

officiels, même après deux commissions officielles ont découvert de nombreuses preuves de fraudes et d'irrégularités massives.

Le soutien des observateurs internationaux a donné une légitimité aux élections et ont entravé les efforts visant à lancer un processus de vérification. Les opposants d'une commission de vérification indépendante incluent l'ancien président Michel Martelly et ses alliés, ainsi que les États-Unis et d'autres grandes puissances étrangères en Haïti. Pendant qu'on appuyait sur les autorités intérimaires à aller de l'avant avec le second tour des élections présidentielles, les officiels des deux gouvernements Américains ont fait référence à l'estampille internationale de l'approbation donnée par les missions de l'OEA et de l'UE comme l'explication de la raison pour laquelle il considère une vérification inutile. Les rapports de l'OEA et de l'UE ont été utilisés pour attaquer la crédibilité des observateurs Haïtiens, des partis politiques et d'autres exigeant une enquête. En outre, les médias internationaux ont cité les observateurs de l'UE et de l'OEA en tant que sources crédibles beaucoup plus fréquemment que les observateurs Haïtiens, façonnant les perceptions des élections à l'étranger.

La principale fonction des missions internationales d'observation est d'assurer que les élections surveillées sont conformes aux normes internationales pour des élections libres et équitables. Pourtant, malgré les violations des droits des électeurs étendues et documentées, l'UE et l'OEA ont approuvé les deux élections comme satisfaisant aux normes internationales. Les évaluations erronées suggèrent que les missions d'observation internationales sont soumises à l'influence des puissants états-membres qui les parrainent. Les positions des observateurs de l'OEA et l'UE sur les élections 2015 reflétaient étroitement celles des États-Unis, le Canada, la France et l'Espagne - en particulier là où ils ont dévié du consensus des observateurs locaux et de la presse - une indication que la protection des programmes politiques et économiques de ces états en Haïti peut avoir pris le pas sur le respect de normes internationales.

Les suivants sont quelques recommandations aux missions d'observation électorale internationales formulées par des observateurs électoraux Haïtiens, qui devraient être mises en œuvre lors des prochaines élections en Haïti (prévues pour le 9 Octobre 2016) et aux élections futures:

1. Respecter la souveraineté d'Haïti et s'abstenir de toute ingérence dans le processus électoral, y compris par des moyens économiques tels que le financement.
2. Améliorer l'indépendance et le professionnalisme des missions d'observation électorales, non seulement dans les observations, mais aussi dans la communication publique sur les résultats de l'observation.
3. Consulter avec la société civile Haïtienne des missions d'observation électorale avant et après les élections pour apprendre leur point de vue.
4. Améliorer la prise en compte des analyses, des opinions et des propositions de la société civile Haïtienne exprimées lors des consultations.
5. Soutenir un dialogue constructif entre les partis politiques et les organisations de la société civile Haïtienne pour des solutions aux questions politiques.
6. Faciliter les campagnes d'éducation et la participation des organisations de la société civile pour faire des élections une activité civique.

7. Encourager la participation des femmes candidates pour répondre à la garantie constitutionnelle de 30 pour cent de représentation féminine dans tous les aspects de la vie politique.
8. Soutenir des enquêtes et des sanctions fournis par le Décret électoral et la Constitution Haïtienne pour les candidats, les partisans, les partis politiques et le personnel électoral impliqués dans des opérations frauduleuses.

Lire ce rapport de National Lawyers Guild, Association internationale des juristes démocrates et Haiti Support Group de Septembre 2016, visiter :

Lire le rapport de National Lawyers Guild et Association internationale des juristes démocrates de Novembre 2015, visiter : <https://www.nlg.org/news/releases/nlg-and-iadl-election-observers-establish-flaws-haitis-october-25-vote-call>.